

# LETTRE ECONOMIQUE de Cuba

Une publication du SE de La Havane  
Novembre 2023

## En bref

La 39<sup>ème</sup> édition de la Foire Internationale de La Havane (FIHAV) s'est déroulée du 6 au 11 novembre dans la capitale cubaine. Il s'agit de l'événement commercial multisectoriel le plus important organisé à Cuba, qui rassemble chaque année des entreprises du monde entier, et constitue le meilleur moyen de se faire connaître sur le marché cubain.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 9 000

Nombre de PME autorisées  
à Cuba depuis 2021

Des représentants d'une soixantaine de pays, plus de 20 délégations officielles, plus de 140 entreprises cubaines et environ 40 micros, petites et moyennes entreprises (MIPYMES) ont participé à l'événement.

La présence des MIPYMES à l'évènement témoigne de l'importance grandissante de ces « nouveaux acteurs économiques » dans l'économie de l'île. Avec l'approbation, début novembre, de 55 MIPYMES par le ministère de l'Economie et de la planification, **Cuba compte aujourd'hui plus de 9 000 MIPYMES autorisées dans le pays.** Les demandes de création de MIPYMES ne cessent de croître depuis 2021, correspondant à une émergence progressive du secteur privé à Cuba, bien qu'encore modéré et strictement contrôlé.

Les MIPYMES opèrent dans trois principaux secteurs: les services gastronomiques, le transport de passagers et la production de matériaux de construction. Elles se dédient principalement à l'importation et la revente de produits, alors qu'elles peinent à développer des activités de production et d'exportation. D'après les données officielles, le montant des importations des MIPYMES a atteint 166,6 M USD au cours des premiers mois de 2023, contre seulement 4,8 M USD pour les exportations.

# Relations extérieures

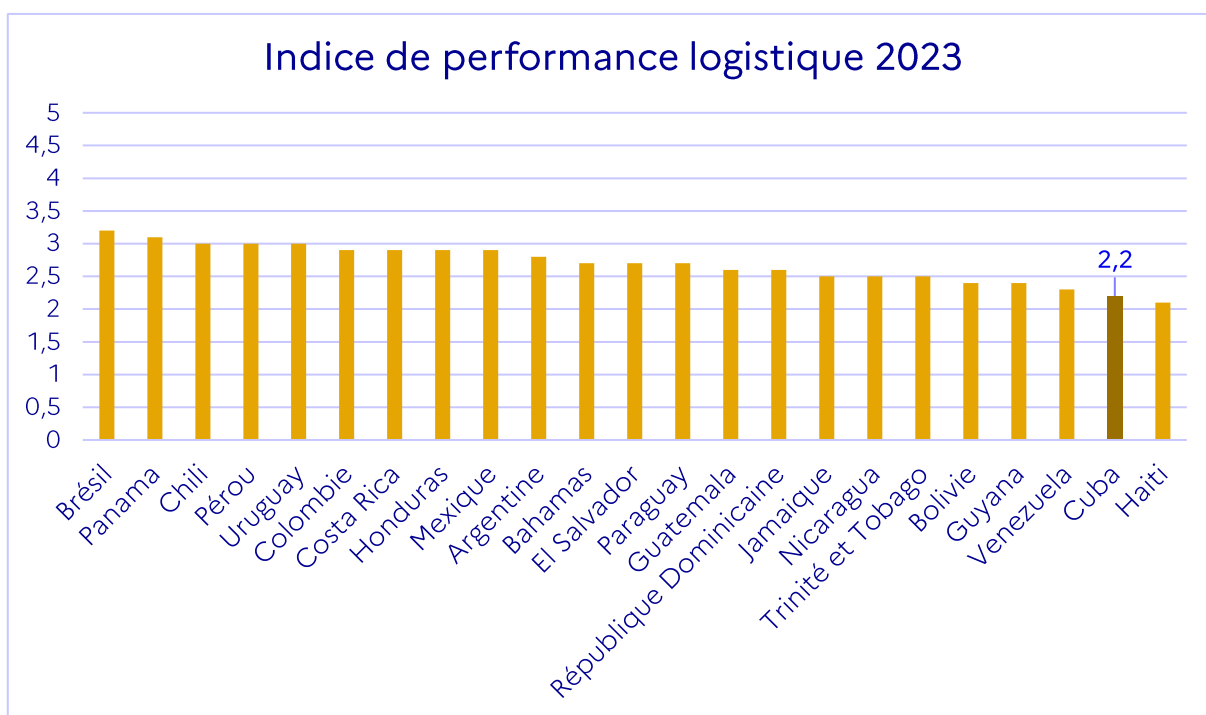
## Rapport de la CEPAL sur le commerce international : Cuba à la peine

Début novembre, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a publié son rapport sur les « Perspectives du commerce international pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2023 ».

Les exportations de Cuba au premier semestre 2023 ont chuté de 10,7 % par rapport à la même période de 2022. Les importations ont baissé de 30,8 %, soit la deuxième plus forte contraction régionale, seulement dépassée par Haïti.

Les prévisions de la CEPAL pour l'année 2023 pour les échanges de biens révèlent des chiffres nettement inférieurs aux années précédentes : 1 240 M USD pour les exportations ; 3 183 M USD pour les importations.

En ce qui concerne la qualité des infrastructures liées au commerce extérieur et au transport, la CEPAL relève que l'indice de performance Cuba en 2023, établi par la Banque mondiale, est très inférieur à la moyenne régionale, l'île se classant dans le groupe des trois pays avec l'indice le plus bas, sur un total de 22 pays. Quant à l'efficacité des formalités douanières, Cuba est classé en dernière position.



1 = Très faible ; 5 = Très élevé. L'indice de performance logistique est un indicateur établi par la Banque mondiale. Il regroupe plusieurs composants, dont la qualité des infrastructures liées au commerce et le transport, la qualité des services logistiques, la capacité de suivre les envois et d'en assurer la traçabilité, la rapidité des envois et la disponibilité des envois internationaux à des prix compétitifs.

Cliquez [ici](#) (ENG) pour consulter le rapport de la CEPAL (version [ESP](#)).



## Pour la 31ème fois, les Nations Unies approuvent une résolution contre l'embargo

Le jeudi 2 novembre, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a adopté à une très large majorité une résolution sur la "Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba".

187 États ont voté pour la résolution, proposée chaque année depuis 1992. Seuls les États-Unis et Israël ont voté contre ; l'Ukraine s'est abstenue. Le Brésil, qui s'était abstenu l'an dernier, a voté en faveur de la résolution.



Bruno Rodríguez Parrilla s'adresse à l'AGNU, le 2 novembre 2023. Source : UN Photo/Evan Schneider.

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a annoncé le chiffre de « 1,6 milliard de dollars de plus » que son gouvernement devra déboursier cette année, à cause du blocus, pour soutenir les ménages cubains qui manquent de quoi subvenir à leurs besoins.

Le manque à gagner du secteur énergétique et minier entre mars 2022 et février 2023 en raison de l'embargo dépasserait selon lui les 491 M USD, tandis que les pertes en matière de production d'électricité s'élèvent à 239 M USD.

Sur le plan sanitaire, le Ministre considère que si Cuba est capable de produire 60% des médicaments dont sa population a besoin, le blocus a engendré une baisse de la production locale d'insuline, d'antibiotiques et d'autres médicaments essentiels.

## Visite officielle du Premier ministre cubain en Biélorussie

Le Premier ministre cubain, Manuel Marrero Cruz était en visite officielle en Biélorussie du 9 au 12 novembre. Il a exprimé sa volonté de dynamiser les relations économiques, en les élevant au même niveau que les relations politiques.

Au cours de la visite, des accords ont été signés dans les secteurs agricole et biotechnologique, deux domaines identifiés comme prometteurs pour une coopération renforcée entre La Havane et Minsk.

Le ministre de l'Industrie alimentaire, Manuel Sobrino Martinez, a indiqué travailler depuis le début de l'année 2023 avec un groupe d'entreprises biélorusses en vue de la fourniture de matières premières destinées à la production de produits laitiers et de viande. Les délégations ont également réitéré leur intérêt commun de concrétiser un projet d'assemblage d'équipements agricoles, de réparation et de fabrication de pièces de rechange à Cuba.

Par ailleurs, la signature de mémorandums dans le domaine de la santé et la biotechnologie élargit le champ de coopération dans ces secteurs et ouvre la voie à de nouveaux projets impliquant le groupe BioCubaFarma pour le développement, la production et la commercialisation de médicaments. L'entreprise Akademfarm, appartenant à l'Académie nationale des sciences de Biélorussie a quant à elle signalé son intérêt à la création d'une entreprise pharmaceutique conjointe cubano-biélorusse.



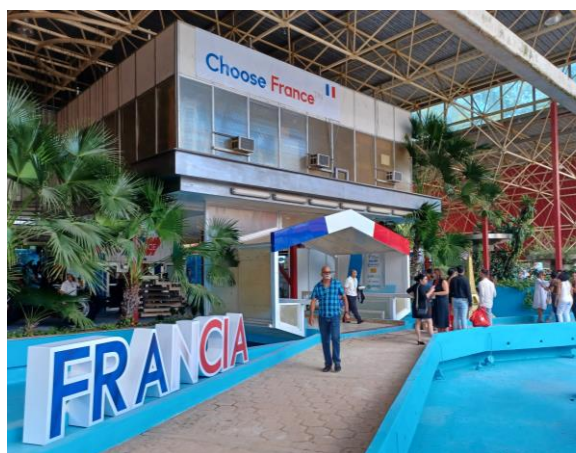
# Relations France-Cuba

## Retour sur la présence française à la FIHAV 2023

Lors de la 39ème édition de la Foire Internationale de La Havane (FIHAV), qui s'est tenue du 6 au 11 novembre, la France était représentée au sein d'un pavillon hébergeant les stands d'entreprises françaises présentes à Cuba.

Cette année encore, la société Devexport était en charge de l'organisation du pavillon de la France, appuyée par le bureau Business France au Mexique et le Service économique de La Havane. Les sociétés exposantes représentent différents secteurs d'expertise française : services financiers, agroalimentaire, équipements pneumatiques, ferroviaire, logistique, projets industriels, cosmétique et parfumerie. Le pavillon de la France a également accueilli, pour la première fois, un stand de l'Union européenne.

Par ailleurs, le soutien de la direction de la Diplomatie économique du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a permis d'améliorer l'apparence du pavillon pour cette édition, et donc son attractivité. Le mercredi 8 novembre, la traditionnelle réception organisée à la Résidence de France a réuni, entre autres, des acteurs clés du milieu des affaires français à Cuba, de la coopération bilatérale ainsi que des membres de représentations diplomatiques à Cuba.



Pavillon de la France

La Journée de la France s'est tenue le jeudi 9 novembre. La chancellerie et l'équipe du service économique se sont rendues sur le pavillon dès le matin, accompagnées de David Izzo, directeur adjoint de la Diplomatie économique du MEAE, Alexis Loyer, chef du service économique régional de l'ambassade de France au Mexique, et Olivier Pradet, directeur du bureau Business France au Mexique, tous trois en mission à La Havane à l'occasion de la FIHAV.



L'équipe du SE de La Havane et la Tour Eiffel construite par la société cubaine Iconos Diseño

Le service économique a par ailleurs facilité la venue d'une délégation de la Martinique, composée de représentants de la ville du Lamentin et d'entrepreneurs intéressés par le marché cubain. Le Lamentin est engagé dans des projets de coopération culturelle et économique avec Cuba, notamment avec la ville de Santiago de Cuba, projets qu'elle entend continuer à approfondir.

Après un temps d'échange avec les entreprises exposantes, l'ambassadeur Laurent Burin des Roziers a procédé à l'inauguration du pavillon en présence de la vice première ministre du Commerce extérieur et de l'investissement étranger, Ana Teresita González Fraga.

Suite à une tournée des stands, la Ministre a prononcé un discours dans lequel elle rappelle que la France s'est maintenue ces dernières années parmi les dix premiers partenaires commerciaux de Cuba. Tout en reconnaissant la contraction du commerce bilatéral cette année, il est selon elle essentiel, dans ce contexte, de rechercher de nouveaux moyens d'accroître et de consolider les relations économiques et commerciales bilatérales.

L'Ambassadeur a quant à lui salué la présence, cette année encore, d'entreprises françaises issues de secteurs d'excellence et prioritaires pour la coopération franco-cubaine. Il a rappelé l'importance des projets de coopération que l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD) ont entrepris à Cuba depuis 2016.

La venue de la délégation de l'entreprise et Fondation Malongo, en amont de la FIHAV, s'est conclue par la signature d'un accord entre le directeur général de Malongo, Jean-Pierre Blanc, avec l'entreprise agroforestière Gran Piedra Baconao. L'entreprise Malongo est leader mondial du café biologique et équitable. Par le biais de sa Fondation, Malongo est engagée depuis plusieurs décennies dans la valorisation du patrimoine du café à Santiago de Cuba. Aujourd'hui, la Fondation Malongo ajoute une pierre à l'édifice avec un nouveau projet de développement d'une chaîne de café de haute qualité dans la région de Ramon de las Yaguas.

La journée s'est poursuivie par un cocktail offert par l'Association des entreprises françaises à Cuba (AEFC). Le chef du service économique a pris part à une conférence organisée par la délégation de l'Union européenne sur le thème de la politique commerciale de l'UE et les opportunités pour le développement de Cuba. Il a indiqué que la France souhaitait « contribuer à ce que Cuba dispose de nouveaux canaux et soutenir les autorités dans la gestion technique des investissements », tout en rappelant les difficultés éprouvées par les entrepreneurs français dans la conduite de leurs affaires à Cuba.



Discours inaugural de l'Ambassadeur, aux côtés de la vice première ministre du Commerce extérieur et de l'investissement étranger et de la directrice générale de Devexport, Perrine Buhler



Intervention du chef du service économique de La Havane lors de la conférence sur la politique commerciale de l'UE organisée par la délégation de l'UE.

Les discussions menées avec les entreprises, les partenaires de la France et les autorités cubaines en marge de la FIHAV 2023 indiquent un véritable potentiel d'accompagnement du développement du secteur privé à Cuba, prometteur, bien qu'encore limité. Dans cet objectif, le service économique facilite le partage d'expérience et la mise en relation de nos entreprises avec les MIPYMES cubaines, afin d'explorer les perspectives de partenariats.

# Zoom sectoriel

## Le secteur de l'Énergie dans la stratégie Climat de Cuba

Cuba est directement affectée par les impacts sur les milieux naturels dus aux changements climatiques. L'île a, en conséquence, développé un cadre légal renforcé pour encadrer la stratégie de lutte contre les changements climatiques. Ce plan national décline objectifs et actions pour chaque secteur (agriculture, construction, énergie...). La crise financière que traverse actuellement Cuba limite cependant fortement les capacités du pays à modifier en profondeur son mix énergétique.

### Un cadre national volontaire en matière de stratégie Climat et Énergie

Les autorités cubaines défendent un développement territorial qui soit soutenable dans un contexte d'adaptation aux évolutions du climat et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES). L'objectif principal est de contrecarrer les effets du changement climatique sur les zones vulnérables. Ce cadre est régi par le ministère de la Science, Technologie et de l'Environnement (CITMA) créé en 1994, et repose principalement sur la Loi n°81 relative à l'environnement (1997). Le CITMA pilote et coordonne la mise en œuvre du Plan d'État pour la lutte contre le changement climatique (2017), (connu sous le nom de « Tarea Vida », *Tâche Vie*). Dans le Plan d'action « Tarea vida », le ministère de l'Énergie est désigné comme le garant de la réussite de des objectifs suivants :

- Augmenter jusqu'à 24% la production d'électricité basée sur les énergies renouvelables dans la matrice électrique de Cuba d'ici 2030.

- Établir et contrôler systématiquement le calendrier de mise en œuvre de cet objectif.
- Éviter l'émission de 30,6 M de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, sur la période 2014-2030.

Néanmoins, ce cadre volontaire sur le papier peine à se traduire dans les faits.

### Une production d'énergie fortement dépendante des hydrocarbures

La capacité de production électrique cubaine de l'acteur public UNE (6 424 MW) est assurée par un parc vieillissant de 8 centrales thermoélectriques d'une puissance totale de 2 681 MW fonctionnant au pétrole (40,6% de l'électricité de Cuba) et au gaz (8%, 2 centrales à cycle combiné gaz). Le reste de l'électricité est généré par des groupes électrogènes fioul (21,7%) et diesel (21,9%) répartis dans tout le pays.

Les installations d'énergies renouvelables – hydrauliques (180 centrales, très petites pour la plupart, pour un total de 71,9 MW), éolien (4 fermes, 11,8 MW), solaire (72 parcs, 226 MW) et bagasse (57 centrales, 517MW) – représentent 9,3% de la capacité de génération électrique (600,7 MW, contre 9,9% en 2019), le reste provenant d'unités flottantes thermiques (3%). Depuis, Cuba compte sur 7 centrales flottantes pour la production de l'électricité, opérée par une entreprise turque, Karpowership, installée dans le port de la Havane ou celui de Mariel. Bien que ces centrales soient des alternatives plus économiques, elles nécessitent, toutefois, plus de pétrole/fuel/diesel que les centrales traditionnelles pour fonctionner.



Cuba dispose d'un réseau de distribution électrique de plus de 60 000 km auquel 100% de la population « aurait » accès. En 2022, le secteur public (dont l'administration et les entreprises publiques) représente 41% de la consommation d'électricité dans le pays contre 59% pour le secteur résidentiel et le secteur privé. Le secteur électrique fait l'objet de ruptures d'approvisionnement et de nombreuses pannes du parc de centrales thermiques vieillissantes ont entraîné une dépendance aux groupes électrogènes à fioul et diesel en 2021. De manière générale, le réseau est en mauvais état. En effet, les infrastructures de la production thermoélectrique datent de plus de quarante ans et souffrent d'un manque de maintenance important comme l'illustre la coupure générale qu'a connue l'ensemble de l'île après le passage de l'ouragan Ian en septembre 2022. De manière régulière, les centrales sont mises en arrêt pour effectuer des réparations, causant des périodes de coupures d'électricité relativement longues.

En 2022, le secteur de l'énergie, dont le dysfonctionnement est un facteur limitant pour le système productif, ne représente qu'une faible partie des investissements avec 281 M USD budgétés (soit 5,9% des investissements), dont 244 M USD pour la réparation de la centrale thermique Antonio Guiteras et la réparation du moteur de l'unité 4 de Mariel et 36 M USD pour le développement des énergies renouvelables (30 MW dans le projet éolien Herradura I, ainsi que 11 parcs photovoltaïques). Par ailleurs l'importation de pétrole représente un coût financier important pour Cuba malgré plusieurs accords avec des pays amis comme le Venezuela ou la Russie.

### **Le renouvelable, un secteur à fort potentiel mais limité par un contexte général très dégradé**

Avec son objectif d'atteindre les 24% d'énergie renouvelable d'ici à 2030, Cuba souhaite améliorer la diversification de son mix énergétique.

Toutefois, l'Etat dispose de peu de fonds publics à destination des investissements nécessaires dans le secteur des énergies renouvelables, notamment en raison du manque de liquidités en devises. Dans le portefeuille des opportunités d'investissements pour 2022, les autorités ont mis en avant 9 projets de construction de parcs photovoltaïques et d'unités bioélectriques dans certaines centrales. Toutefois, malgré une émergence du secteur privé, la production d'électricité reste encore très ancrée dans la sphère publique.

A cela s'ajoute une autre difficulté réglementaire extraterritoriale, puisque le titre 3 de la loi Helms-Burton, entré en vigueur sous l'administration Trump en mai 2019, contraint les porteurs de projets à faire des recherches sur les terrains identifiés et potentiellement expropriés à la Révolution, les exposant à une action en justice devant les juridictions américaines. Ainsi, de nombreuses entreprises tendent à éviter les projets à Cuba. Le développement du secteur des énergies renouvelables s'en voit ralenti.

Face au contexte financier très dégradé, une nouvelle stratégie est mise en avant : une transition énergétique basée sur l'innovation et la science. Deux axes ont été avancés : réfléchir à un plan de développement du système électro-énergétique à horizon 2030 et à substitution de la politique d'énergie renouvelable par une politique énergétique de long terme tenant compte des enjeux de financement, de communication, d'innovation et d'éducation.

# L'actualité en bref

## Bilan des investissements étrangers à Cuba

Depuis janvier 2023, 30 nouveaux projets d'investissement étranger se sont matérialisés à Cuba, soit 8 de moins qu'en 2018, année enregistrant un afflux record de capital étranger. Les secteurs du tourisme et de l'agroalimentaire seraient parmi les plus représentés avec, respectivement, 10 et 6 projets.

Le pays compte actuellement 334 projets d'investissements déjà opérationnels, dont 56 à capital 100% étranger. Parmi ces projets, 52 sont situés à la Zone spéciale de développement de Mariel (ZSDM).

Dix ans après le lancement de la zone, 63 projets ont reçu les autorisations nécessaires pour s'y installer, pour des investissements dépassant les 3 Mds USD. 23 pays sont établis à Mariel et participent à la génération de plus de 16 000 emplois.

## Le secteur agroalimentaire en crise : des chiffres inquiétants

Les données publiées par l'ONEI relatives à l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche indiquent un approfondissement de la crise dans le secteur, avec des baisses notables des principales productions agricoles.

La seule croissance agricole notable est celle des haricots (+ 20%), mais le niveau absolu de la production de haricots en 2022 ne représente que 54 % du chiffre de 2019. La production d'aliments de grande consommation (riz, maïs, légumes, patates douces) s'est contractée de plus de 16 %, en particulier pour le riz et le maïs. La nouvelle chute des agrumes confirme le déclin de ce qui était autrefois un important produit d'exportation.

Cuba dispose d'un système agricole dans lequel l'État possède près de 80% des terres agricoles, mais n'en utilise effectivement que 32 % et finit par produire beaucoup moins que le secteur privé dans des cultures cruciales, ce qui pose un sérieux problème de propriété et de gestion.

## La libreta en sursis ?

Fin septembre, le gouvernement a annoncé ne pas disposer des devises suffisantes pour importer les produits que les Cubains acquièrent via les carnets de rationnement, les *libretas*.



Source : Directorio Noticias.

Bien que les produits achetés grâce au livret ne suffisent pas à couvrir les besoins alimentaires basiques, c'est une très mauvaise nouvelle pour beaucoup de Cubains qui en dépendent pour ne pas mourir de faim, notamment ceux sans famille pour les aider depuis l'étranger.

Tandis que les Cubains reçoivent les rares produits du livret (ces dernières semaines, le riz ou encore le café ne sont pas disponibles dans plusieurs provinces), ils voient comment ceux-ci abondent dans les MIPYMES à des prix qui dépassent leurs possibilités.



# Quoi de neuf ?

## Un mois d'octobre au goût du rhum léger et de la baguette

Les 24 et 25 octobre, en marge du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO, l'ambassade de France à Cuba a souhaité mettre à l'honneur deux éléments représentatifs pour nos deux pays. En effet, cela a aussi été l'occasion de marquer le 1<sup>er</sup> anniversaire de l'inscription simultanée, le 30 novembre 2022, du savoir-faire des « maestros » de rhum léger cubain ainsi que le savoir-faire artisanal et la culture de la baguette. Cette célébration a été organisée avec l'appui et sous le patronage de deux entreprises impliquées dans les relations économiques entre la France et Cuba : Havana Club International – entreprise mixte entre CubaRon et Pernod Ricard – et le Groupe InVivo. Ce dernier est un des principaux pourvoyeurs de blé tendre de l'île, il accompagne aussi Cuba dans le développement d'une agriculture durable, grâce à des techniques de production nouvelles, plus respectueuses de l'environnement. Christian Hubert, maître boulanger venu spécialement pour l'occasion, a partagé son expérience et son savoir-faire avec des boulangers cubains lors d'un atelier sur la fabrication de la baguette. Quant au rhum, celui-ci fait partie intégrant de la culture cubaine. L'année 2023 est aussi une année de célébration pour Havana Club International qui fête son 30<sup>ème</sup> anniversaire en novembre.



## FIHAV 2023 : 3 représentants institutionnels en déplacement



Dans le cadre de la FIHAV 2023, l'ambassade de France et son service économique ont reçu trois missionnaires : Alexis Loyer, chef de service économique régionale basé au Mexique (direction générale du Trésor), David Izzo, directeur adjoint de la diplomatie économique du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et Olivier Pradet, directeur régional de Business France

basé au Mexique. Le programme de mission prévoyait rencontres et visites de projets parmi lesquelles un projet apicole soutenu par la ligne de crédit cogérée par l'Agence française de développement (AFD) et la principale banque du secteur agricole BANDEC. Les échanges avec l'entreprise publique apicole de Cuba (APICUBA) ont été très riches : le principal marché d'exportation est l'Europe, un marché d'exportation existe aussi vers les Antilles françaises. Enfin, le programme s'est achevé avec la réunion mensuelle de l'Association des entreprises françaises à Cuba qui a fait salle comble, profitant de la présence d'entreprises de passage pour la FIHAV, d'une délégation venue de Martinique. Cette réunion a été mise à profit pour une présentation du [plan « Osez l'export »](#), lancé fin août dernier.

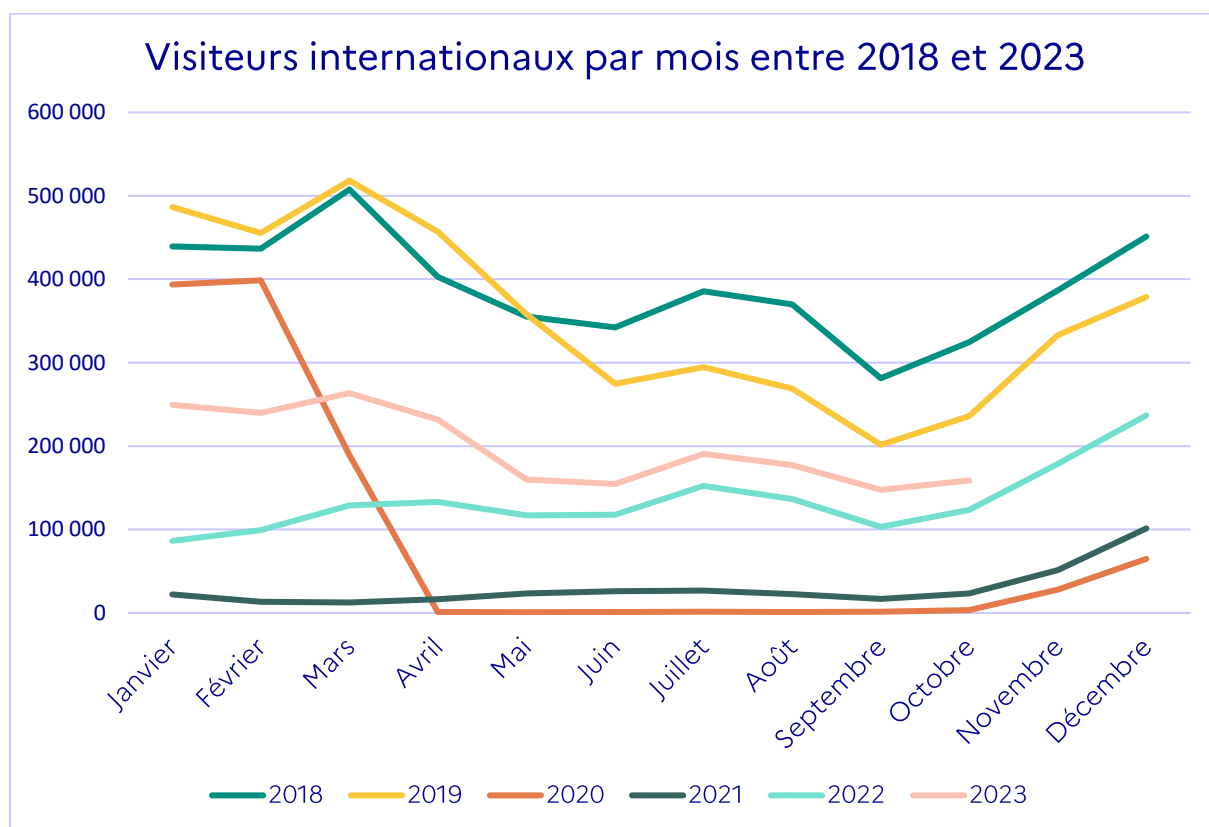
# Focus statistique

## Tourisme à Cuba : une reprise plus lente que les voisins de l'île

En septembre, Cuba a accueilli 147 000 visiteurs, le chiffre le plus bas depuis le début de l'année. Les mois de septembre et octobre (159 000 visiteurs pour ce dernier) constituent traditionnellement la période de l'année la plus difficile pour le tourisme, juste avant le début de la haute saison, en novembre. Cependant, par rapport aux années prépandémie, la différence est notable (280 000 touristes en septembre 2018, à titre de comparaison).

Par rapport aux autres pays des Caraïbes, qui sont également considérés comme des destinations touristiques dans la région, la reprise de Cuba est plus modérée. Au Mexique, en République dominicaine et à Porto Rico, le nombre de visiteurs a dépassé le nombre d'avant la pandémie.

Depuis le début de 2023, l'île a accueilli un total de 1,97 M de visiteurs. S'il paraît évident que Cuba n'atteindra pas l'objectif initial de 3,5 M de touristes, ce chiffre confirme toutefois une récupération engagée depuis la fin de la pandémie.



Graphique réalisé par le SE de La Havane à partir des données de l'ONEI.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Aurélien Salvini, Chef du Service économique de La Havane

Rédaction : Fiona de Sainte Maresville, Amélie Nolar et Sailé Ruíz Tudó, Service économique de La Havane

Abonnez-vous : [lahavane@dgtresor.gouv.fr](mailto:lahavane@dgtresor.gouv.fr)